

Quatre grands journaux européens, membres de l'Alliance européenne des journaux leaders (LENA) se sont associés avec l'appui du Programme européen pour l'intégration et la migration (EPIM) et de la Fondation Roi Baudouin pour enquêter sur le sort des mineurs non accompagnés (MENA) dans quatre pays européens : l'Italie, la Grèce, l'Allemagne et la Belgique.

Ecrit par Belen Dominguez Cebrian, *El Pais*

L'Allemagne se tourne vers l'intégration des réfugiés mineurs (28/10/2016)

Des familles d'accueil, des tuteurs, des stages en entreprises, de la colocation, telles sont les modalités trouvées par la société civile pour promouvoir la coexistence entre les Allemands et les demandeurs d'asile. Du nord au sud, d'est en ouest. Devant la plus grande crise des réfugiés subie par l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, le concept d'intégration a pénétré à la manière d'un vaccin dans la société civile allemande et cela, en dépit d'exceptions, essentiellement dans l'est du pays. Le pays a reçu 890 000 demandes d'asile en 2015 uniquement et 210 000 en 2016.

Selon le Programme européen pour l'intégration et la migration (EPIM, d'après son sigle en anglais), une bagatelle de 52 000 correspond à des mineurs qui ont traversé cette année seulement la route des Balkans pour les uns et l'immensité de la Méditerranée, pour les autres. D'après le Bureau fédéral des statistiques, l'année passée, l'Allemagne a pris en charge 42 300 mineurs qui, seuls, avaient fui leur pays. Après une année de résidence dans une terre complètement étrangère, les plus jeunes n'ont qu'un seul souci : s'assurer un avenir.

« La première chose à faire, c'est apprendre l'allemand », explique Ali, un technicien lumière afghan dans un théâtre local amateur qui, après avoir vécu en tant que réfugié en Iran, est arrivé il y a quatorze mois à Brême (nord-ouest de l'Allemagne) avec son frère aîné. « En Turquie, je travaillais 15 heures par jour dans une ferme », se plaint-il en montrant le majeur de sa main droite : « Il a été coupé en nettoyant une des machines », un épisode qui a marqué le début de son voyage. « Ma mère a payé 1000 euros à la mafia et ils m'ont mis sur une barque pour la Grèce avec 40 autres personnes. Ce fut l'enfer », raconte-t-il.

Ali vient d'avoir 18 ans. Il a « enfin » pu quitter un vieil hôtel transformé en résidence pour 120 autres réfugiés mineurs et commencer à vivre en colocation avec deux étudiants allemands de l'Université de Brême. « Dorénavant, ma place est ici », et il regarde autour de lui au travers de ses lunettes noires. Aussi, pour la plupart, les dizaines de milliers de jeunes qui sont arrivés seuls en Allemagne entre 2015 et 2016 se sont déjà résignés à cette idée. Le retour ne figure pas dans leurs projets.

S'insérer sur le marché du travail

Lomine, un Algérien de 17 ans, réalise des stages dans un des garages Peugeot ; Ali, l'Afghan, dans une société d'informatique ; Mohamed, dans une entreprise de construction où il répare les toits des chalets adossés dans une petite localité de Basse-Saxe ; Omar, dans une boulangerie... « Ça, c'est de l'intégration », s'exclame en souriant Uwe Rosenberg, un ancien travailleur de la poste qui, depuis l'été 2015, investit sa retraite à rendre un avenir aux mineurs non accompagnés, celui qu'eux-mêmes pensaient avoir perdu en route vers l'UE.

Et le fait est que, selon l'Unicef (l'agence de l'ONU pour la protection de l'enfance), « les mineurs [non accompagnés] sont ceux qui, en chemin, courent le plus de risques de subir des abus. Ils pourraient tomber dans les mains de mafias liées au travail des enfants, à l'exploitation sexuelle ou encore au trafic d'organes ». En Allemagne, selon les dernières données officielles publiées en août par le ministère de la Famille, 5 835 mineurs d'âge étaient portés disparus. « Beaucoup [de ces mineurs] auront sans doute été enlevés aux fins de l'exploitation au travail, sexuelle ou du trafic d'organes », supposent les travailleurs sociaux.

Plus de 13 mois après la vague d'arrivées de familles et de jeunes qui cherchaient à se réfugier en Allemagne, Uwe a réussi à assurer l'avenir de centaines d'entre eux aux côtés d'organisations comme Seehaus et de projets que la Bertelsmann Stiftung, qui parraine ce voyage, compte dans tout le pays. « J'ai pratiquement visité 100 entreprises, une par une, à Brême et en Basse-Saxe pour offrir les services des jeunes qui avaient l'un ou l'autre emploi dans leur pays d'origine », raconte ce sexagénaire alors qu'il traverse en roulant le paysage portuaire de la banlieue de Brême. La tâche « n'est pas facile », reconnaît-il, parce que beaucoup d'employeurs ont des préjugés contre les étrangers. « Mais quand tu vois qu'une entreprise se lance, d'autres la suivent, » explique-t-il en jetant un peu de lumière sur tout ce processus. Et ce fut précisément lui, un comédien amateur, qui a embauché Ali comme technicien lumière dans son petit théâtre local.

Intégration maximale

L'Allemagne se distingue. De fait, elle n'a pas de Calais comme en France, de Molenbeek comme en Belgique, ni même de Ceuta ou Melilla comme en Espagne où les renvois forcés — illégaux pour l'UE — se répètent également chaque jour. En revanche, le pays déploie des efforts à tous les niveaux pour pouvoir utiliser l'actif que ces réfugiés peuvent apporter à la croissance de l'économie allemande. L'été dernier, la chancelière Angela Merkel, elle-même, a intercedé auprès des entreprises pour qu'elles embauchent des réfugiés. En l'absence de chiffres officiels, le résultat est presque invisible. Cependant, au niveau des bases de la société, des petites entreprises et des municipalités, il est plus que remarquable.

À Leonberg, une localité de 45 000 habitants située dans la banlieue de Stuttgart où les avenues montent et descendent au gré de la topographie, plus de 15 familles ont lancé un projet unique pour le pays et, probablement, pour toute l'UE. « Des Allemands et des réfugiés vivant sous le même toit », explique en souriant Thomas Röhm, chef du projet de la Fondation

Hoffnungsträger, qui dispose de fonds publics et privés pour plus de 20 millions d'euros. Ce père de famille — ayant quatre enfants âgés de trois à douze ans — a déménagé il y a deux mois au premier étage d'une maison de ce bâtiment particulier. Il a les six membres d'une famille afghane comme voisins de palier. À l'étage se trouve une famille de Syriens. Au total, 35 personnes — 18 réfugiés et 17 Allemands — expérimentent au quotidien l'intégration maximale. Au sous-sol, ils partagent deux classes d'apprentissage de la langue et dans le jardin, les enfants, mélangés, jouent et rient ensemble.

Aux dires d'un de ses résidents, le projet de la Fondation Hoffnungsträger connaît une expansion dans le sud du pays malgré les obstacles à la construction de ces maisons placés par les xénophobes d'Alternative pour l'Allemagne (AfD, selon son sigle en allemand). « Nous savons qu'il y a des membres et des sympathisants de l'AfD qui tentent de persuader la justice de ne pas nous octroyer de permis de construction. »

À la recherche de familles

Toutefois, pour les plus jeunes, s'assurer une place, une de plus, dans la société allemande constitue un bien plus grand défi. Ils ont en effet besoin d'un tuteur, d'un guide, pratiquement, de parents. « Il leur faut un cadre familial » au lieu de se retrouver toujours entre eux, dans les centres pour mineurs, où ils n'apprennent pas la langue ni la culture. À Altensteig, un village situé à l'orée de la forêt Noire, Sarah, une jeune Syrienne à l'histoire remplie de contradictions, a trouvé le point de départ pour recommencer sa vie. « Je veux penser comme les Allemands. Ils sont très différents », plaisante-t-elle en admettant qu'elle ait dû changer son attitude pour devenir « un peu plus sérieuse ». À présent, elle a six frères de plus — deux Afghans et quatre Érythréens — et de nouveaux parents : les Beck : Bärbel, 49 ans, et Martin, 58. Profondément croyants et avec dix ans d'expérience de travail en Afghanistan, ils gèrent une maison appartenant à l'Église dans cette petite localité de 12 000 habitants. L'État sait bien que c'est le seul moyen pour que ces mineurs deviennent à l'avenir des citoyens à part entière. Aussi, il verse 10 000 à 15 000 euros aux Beck pour la prise en charge, la santé et l'éducation de chacun d'eux.

L'organisation Seehaus, dirigée par le religieux Tobias Merckle, se charge de trouver les familles qui prendront soin de ces jeunes arrivés seuls dans ce pays inconnu il y a quelques mois. « C'est un très grand défi, » précise Bärbel juste avant de sonner une cloche dans la cuisine. C'est l'heure du repas et — s'excuse-t-elle — « nous parlons seulement en anglais ou en allemand ». Ce sont les règles.

À l'instar de ces six enfants, Haleed (nom fictif), 17 ans, vit maintenant avec sa nouvelle famille, qui demande l'anonymat pour protéger le mineur et ses proches encore en Afghanistan. « Nous avons vu le problème à la télévision et dans nos rues et nous avons décidé d'aller à Fribourg [dans le sud-ouest de l'Allemagne], avec l'idée de faire venir un mineur chez nous, » expliquent-ils dans une pièce à côté de l'enfant. « [L'accueil] n'est pas normal, mais, en fin de compte, tout le monde l'accepte, » dit le père d'accueil après avoir énuméré les infinies difficultés rencontrées au moment

d'intégrer dans la société allemande un Afghan de 17 ans : langue, religion, nourriture, culture, coutumes...

Dans la société civile, du nord au sud et d'est en ouest, le message est similaire et Thomas, chef du singulier projet de coexistence, le résume de manière claire et concise : « Les Allemands devront finalement comprendre que nous allons de toute façon vivre avec les réfugiés. »

RÉFUGIÉS EN ALLEMAGNE (ET DANS L'UE), EN CHIFFRES - B. D. C. (ALLEMAGNE)

- En 2015, plus de 250 000 enfants migrants sont arrivés en Italie et en Grèce. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en Italie, 12 000 étaient des mineurs non accompagnés.
- En 2015, 1,26 million de personnes ont introduit leur première demande d'asile dans l'Union européenne. Parmi elles se trouvaient 365 000 des mineurs de moins de 18 ans et 90 000 étaient seuls, indique le HCR.
- En 2016, 70 % des enfants demandeurs d'asile dans l'UE proviennent de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak, à savoir de zones de conflit, précise l'Unicef.
- Selon l'Unicef, un enfant migrant sur six dans le monde vit en Europe. De même, parmi tous les pays comptant un nombre élevé d'enfants réfugiés en Europe, seules l'Allemagne et la Serbie publient des chiffres officiels.
- Fin janvier 2016, 60 000 jeunes non accompagnés âgés de 16 à 17 ans sont arrivés en Allemagne, indique l'Association fédérale pour mineurs réfugiés non accompagnés (BumF). Ils venaient pour la plupart d'Afghanistan, de Syrie, d'Érythrée, d'Irak et de Somalie.
- En 2015, l'Allemagne a pris en charge 42 300 mineurs non accompagnés, une augmentation de 263 % par rapport à 2014. 91 % étaient des garçons et 3 600 seulement, des filles.
- Le gouvernement allemand estime que 500 000 migrants pourraient atteindre le pays au cours des quatre prochaines années.
- Parmi tous les enfants qui ont demandé l'asile dans l'Union européenne en 2015, 25 % étaient issus de Syrie, 18 % d'Afghanistan et 6 % d'Irak. Selon l'OIM et l'Unicef, les autres venaient du Kosovo, d'Albanie et de Serbie.
- En août dernier, le ministère allemand de la Famille a évoqué la disparition de 5 835 mineurs non accompagnés. Toutefois, plus tard, il a souligné que ce chiffre pourrait être lié à des duplications lors du processus d'enregistrement.

La ville idéale pour un jeune réfugié

Non seulement l'Allemagne investit dans l'intégration. Elle la récompense également. La semaine dernière, Stadtentdecker Merhaba, l'organisation dans laquelle Maria Tramountani et son chef travaillent depuis plusieurs mois, a reçu le deuxième prix de la Fondation Renate Lingk pour l'enfance en Allemagne. Il s'agit de 25 000 euros à dépenser autour de sa principale tâche : amuser les enfants de réfugiés avec des activités culturelles dans le centre de Stuttgart.

Des cinémas, des musées, des restaurants, des parcs... plus de 40 bénévoles consacrent leur temps libre à montrer à ces jeunes ayant fui le conflit le côté positif de la vie dans un autre pays culturellement différent. Opposé, à maints égards.

Après réception du deuxième prix de 25 000 euros — le premier était de 60 000 euros —, le directeur de l'initiative explique qu'il l'investira dans la création et l'impression d'une carte de Stuttgart indiquant les endroits préférés par ces jeunes réfugiés qui sont presque devenus des membres de la famille.

« Ils nous signaleront les quartiers de la ville où ils se sentent le mieux, où ils oublient leurs traumatismes et ce qui les intéresse le plus de la culture. » Avec l'aide de designers et d'architectes de l'Université de Stuttgart, nous fabriquerons et imprimerons une carte. « Leur carte », raconte Maria, porte-parole de l'organisation. « Nous produirons des milliers de cartes qu'ils distribueront à leurs contacts, réfugiés ou pas, dans le but de connaître et de faire partie de notre ville », conclut le directeur du projet.